

Citoyenneté et empowerment

26- 11/01/2021 « Contre l'injustice et l'humiliation des classes populaires ! » C'est au nom de ce combat qu'Adrien Roux a fondé l'Alliance citoyenne, le 4 décembre 2012 à Grenoble. Aujourd'hui, directeur d'un mouvement désormais représenté à Rennes (35), Aubervilliers (93), Gennevilliers (92), Lyon (69) et récemment à Montpellier (34), il revient sur les origines de l'Alliance et sur les combats menés depuis sa création. Son objectif : instaurer un contre-pouvoir social face aux responsables politiques et économiques afin de peser sur les décisions qui affectent le quotidien des habitants.

L'Alliance citoyenne utilise le conflit et le l'action collective pour porter la voix de ceux qui n'ont pas l'oreille des décideurs. Ses actions relèvent à la fois de la résistance organisée et du happening de rue. Grâce à elles, les habitants ont remporté de petites et grandes victoires. On citera la **reconstruction d'une école publique** qui n'était plus aux normes, après l'occupation du hall de l'hôtel de ville de Grenoble (2013) où les parents et les enfants faisaient classe. Parmi les autres faits marquants, **la réalisation des travaux d'isolation et de rénovation thermiques** dans les HLM (2014-2018) à Grenoble, Aubervilliers et Villeurbanne après les visites impromptues des locataires, bonnets sur la tête et couvertures sur le dos, venus « se réchauffer dans les bureaux des bailleurs sociaux parce qu'ils avaient trop froid chez eux ». Autre succès, **la fin des abus de stationnement des policiers** obtenue en déposant de faux PV sur les voitures du commissariat qui bloquaient les parkings d'un quartier d'Aubervilliers. A leur actif, **de nouveaux contrats de travail pour les femmes de ménages** jusqu'alors payées à la tâche et non pas au nombre d'heures travaillées. Ces accords ont été négociés après la représentation de scènes de discrimination à Lyon. Il y eut aussi **le remboursement de charges abusives aux**

locataires (2016-2017) à Grenoble ou Aubervilliers après des pétitions. L'Alliance citoyenne a inspiré la création de sept syndicats de quartier à Grenoble et du syndicat des handi-citoyens pour le droit à l'accessibilité et la dignité (2020). Ce collectif a mené une **campagne contre les multiples « pannes-prisons » des ascenseurs** qui contraignent les personnes handicapées à rester bloquées chez elles pendant des jours – voire quatre semaines dans un cas. Des changements d'ascenseurs et de nouveaux services d'aide à la mobilité en cas de panne ont été obtenus par ces handi-citoyens.

L'Alliance citoyenne, inspirée d'Alinsky, Hirshman et des principes d'empowerment

Défenseurs d'un service public non maltraitant, le groupe a fait sienne la doctrine de **Saul Alinsky**[\[1\]](#), sociologue américain, théoricien du « **community organizing** ». Cette pratique communautaire de soutien aux revendications sociales des groupes défavorisés passe par l'organisation d'action et de négociation collectives avec les autorités menées sur le modèle des pratiques syndicales dans l'entreprise. Les membres de la communauté décident ensemble les mesures collectives d'interpellation citoyenne qu'ils vont mettre en œuvre pour obtenir gain de cause.

Ainsi, les mineurs isolés privés de scolarisation se sont mis en rang par deux devant l'inspection académique et ont attendu la journée entière jusqu'à être reçus pour **négoier la réduction des délais de scolarisation pour les jeunes migrants**. Des locataires HLM ont livré à leur bailleur des bassines et jerrican avec des hectolitres d'eau correspondant à l'eau gaspillée dans leurs immeubles à cause d'un **système d'eau chaude défaillant**. A chaque fois, l'action vise la publicité d'un problème jusque-là ignoré du public. Cette visibilité médiatique oblige les dirigeants institutionnels à

mettre la résolution du dysfonctionnement à leur agenda et à ouvrir un dialogue avec les personnes directement affectées par la situation.

L'Alliance poursuit une transformation institutionnelle. Cette démarche fait référence aux travaux d'**Albert Hirschman**[\[2\]](#) (1970), économiste américain qui a exploré les différentes formes de réactions face aux défaillances du service public. Selon sa théorie, en cas de carence, trois options s'offrent aux usagers. Ils peuvent aller voir la concurrence – si elle existe- (*exit*), dénoncer haut et fort les dysfonctionnements (*voice*-interpellation) ou bien accepter la situation (*loyalty*). Dans les situations de marché, le recours des clients à la concurrence amène une pression économique sur l'entreprise. La perte de clients la pousse à corriger les défaillances et à innover pour améliorer ses prestations. La situation de monopole du service public limite le possible recours à la concurrence (*exit*) notamment pour ceux qui demandent le droit à l'école, aux soins ou qui dépendent du logement social. De fait, les personnes mobilisées sont le plus souvent en situation de pauvreté. Ce sont elles qui dépendent le plus des services publics. Avec le soutien l'Alliance Citoyenne, elles tentent d'exercer une pression par l'interpellation (*voice*). La véhémence de leurs messages doit être équivalente à la pression économique afin de contraindre les institutions publiques à corriger les dysfonctionnements et à améliorer la qualité de leurs services. L'Alliance propose aux groupes les plus vulnérables un espace pour qu'ils s'organisent et construisent une parole collective et des stratégies d'interpellation suffisamment puissantes pour faire évoluer les services publics.

Le community organizer : médiateur, facilitateur

Tout au long de leur combat, les habitants sont soutenus par

un community organizer qui joue un rôle de facilitateur. Il possède des compétences spécifiques pour former des leaders locaux, organiser une mobilisation et une stratégie de lutte, renforcer le pouvoir citoyen, gérer les conflits et influencer le processus politique. Il pratique l'écoute active, anime et coordonne les initiatives. Il aide les communautés à structurer leurs discours et leurs modes opératoires, à s'inscrire dans leur environnement. Sa fonction rappelle celle des éducateurs chevronnés décrits par Freire (1974), auteur de la définition princeps de l'empowerment[3] et pour qui le but de l'éducateur n'est pas seulement d'apprendre quelque chose à son interlocuteur, mais de rechercher avec lui, les moyens de transformer le monde dans lequel il vit.

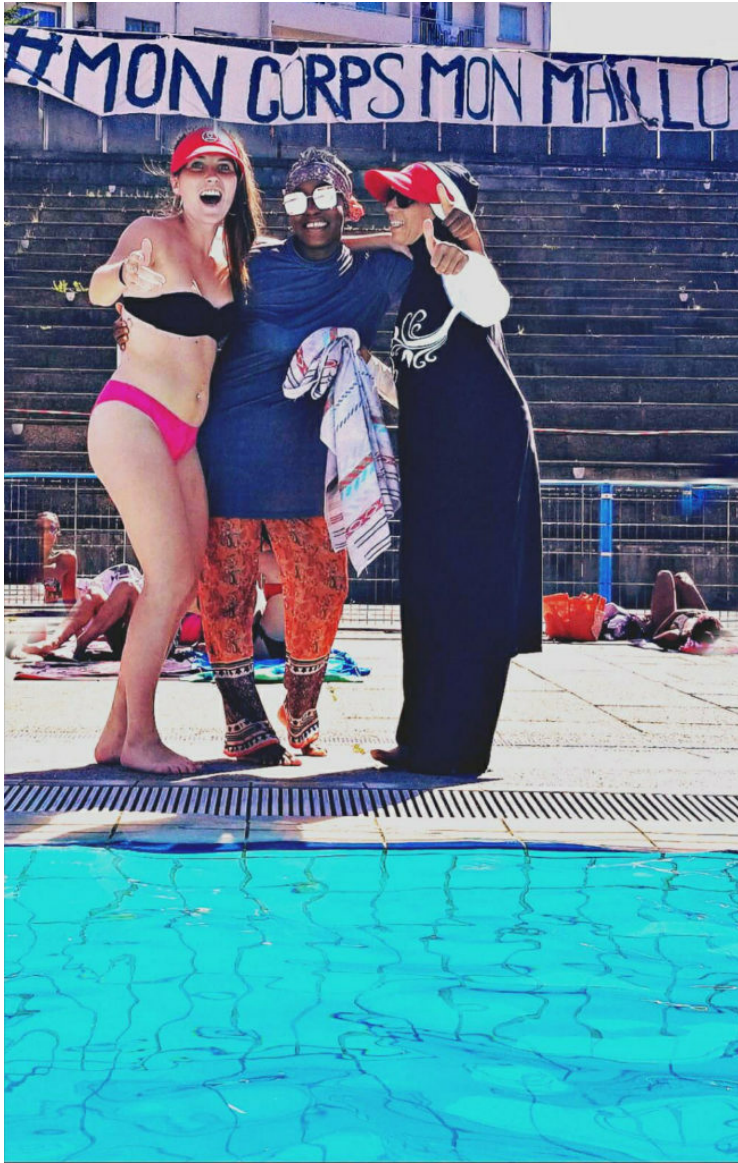
Décryptage

La community organizing, se rapproche à plus d'un titre du processus d'empowerment à savoir, individuel communautaire, collaboratif-productif et sociétal (Fayn, 2019). Ainsi, pour lutter contre une injustice, une oppression, une stigmatisation, les membres de l'Alliance citoyenne se regroupent autour d'une même « juste colère ». Leur volonté de ne plus subir est le ciment de leur engagement. Les participants rassemblent les faits, échangent leurs expériences, construisent un récit collectif et un argumentaire. Ils acquièrent une conscience critique plus aigüe et une plus grande maîtrise de leur situation ; états psychologiques qui caractérisent **l'empowerment individuel**. Ce faisant ils renforcent leur sentiment d'appartenance à une communauté agissante et leur engagement militant (**empowerment communautaire**). Ensemble, ils imaginent des prises de parole, optent pour des formes d'action directe et interpellent l'autorité. Cependant, en privilégiant le recours à l'action collective d'interpellation, plutôt que la production de

services alternatifs (en marge des institutions), l'Alliance citoyenne s'éloigne du deuxième niveau du processus, **l'empowerment collaboratif-productif**. En effet, en préférant la voie de la négociation avec les institutions à celle de la conception de réponses alternatives, l'Alliance citoyenne concentre son pouvoir d'agir et son énergie sur la transformation des offres existantes. Elle veut avant tout contraindre – à l'aide de tous les ressorts de la démocratie et de la médiatisation- le prestataire pour qu'il corrige son offre et remplisse la totalité de ses engagements. L'action de l'alliance est « politique » et pas « économique », elle ne produit pas de logements, ni un service de mobilité pour les personnes handicapées privées d'ascenseurs et ne met pas non plus sur pied des écoles alternatives pour les jeunes migrants[4]. A ce titre, elle se distingue des formes habituelles d'empowerment collaboratif-productif qui caractérisent la capacité des communautés à inventer elles-mêmes les solutions palliatives.

Par contre, le niveau **d'empowerment sociétal** est bien présent puisqu'à partir d'une situation injuste, les personnes construisent une force d'opposition citoyenne. Elles réclament de nouvelles pratiques d'interventions démocratiques, plus participatives qui accorderaient une expression et une écoute prioritaires aux personnes directement concernées.

Le cas particulier de la mobilisation contre l'exclusion des femmes musulmanes des piscines.



Le droit d'accéder aux piscines publiques
©<https://alliancecitoyenne.org>

Durant l'été 2018, des femmes musulmanes grenobloises se font refuser l'entrée d'une piscine avec leurs enfants car elles ont un maillot de bain à manches longues. Elles partagent leur histoire et voient que nombre de leurs amies regrettent comme elles l'impossibilité d'aller se baigner dans les piscines publiques ou d'y accompagner leurs enfants. Elles lancent une pétition qui obtient la signature de 500 femmes, puis mènent une enquête pour découvrir que la longueur des manches d'un maillot n'impacte pas l'hygiène ni la sécurité dans les piscines, seuls critères légaux pour définir les maillots autorisés.

Un premier rendez-vous avec des élus reconnaît la légitimité de leur demande, mais les débats politiques sur ce sujet explosif dissuadent la municipalité de donner suite. Face au blocage, un groupe de femmes musulmanes choisit l'action collective et va se baigner dans les piscines grenobloises malgré l'interdiction, dans une forme de désobéissance civique pour demander que la longueur des manches du maillot ne soit plus un critère excluant dans le règlement intérieur. Leur mobilisation s'inscrit dans un cadre plus large de lutte pour le respect de leur liberté de conscience et l'égalité de traitement et contre l'intolérance, la stigmatisation, les politiques discriminatoires et les préjugés qui les privent de droits civils et d'un égal accès aux services publics et aux infrastructures municipales.

Ces actions sont une tentative pour ces femmes de développer leur pouvoir d'agir face aux institutions qui les ignorent. Largement médiatisées, elles adoptent les figures de l'empowerment mais en ont-elles l'esprit ?

Deux conceptions de la notion de liberté de la femme

Dans le cas présent, la revendication porte sur la fin de l'exclusion des femmes portant un vêtement couvrant. Il n'est pas question de créneaux non mixtes qui créent une séparation entre les sexes et vont à l'encontre d'une idée d'inclusion citoyenne mais de la possibilité de respecter ses croyances et de choisir un maillot à manches longues pour se baigner dans des bassins où se baignent les hommes et les femmes.

Seulement le port du burkini est diversement interprété. Pour certains il est imposé aux femmes. C'est une injonction religieuse de morale ou de pudeur qui voudrait que le corps de la femme soit nécessairement caché dans l'espace public. Pour d'autres, le choix de porter ce vêtement est fait librement par les femmes, à partir de leurs croyances ou des raisons qui leur appartiennent et qu'il s'agit de respecter.

Or cette demande se déroule dans un contexte particulier. En France comme dans les pays européens où le combat féministe se poursuit avec âpreté, le dévoilement du corps est associé à la liberté (mini-jupe et mai 68 et plus récemment, le port du short à l'école et #lundi14 septembre). Dans cette perspective, les injonctions vestimentaires de couvrir le corps des femmes renvoient aux diktats du pouvoir religieux, masculin ou institutionnel. Pour d'autres, ce sont au contraire les injonctions vestimentaires à dévoiler les femmes issues des minorités qui constituent le nouveau diktat.

Dans ce contexte, le costume de bain finit par cristalliser deux visions antagonistes de la liberté de la femme. D'un côté la liberté des femmes de choisir le vêtement de leur choix couvrant ou découvrant. De l'autre, le combat contre les vêtements qui symbolisent la domination sexiste des religions traditionnelles. Ces conceptions opposées révèlent la complexité du sujet. **Le combat pour le respect de la liberté de conscience des femmes musulmanes peut-il s'affranchir du respect réciproque attendu pour les combats féministes antérieurs et parallèles ?**

Un développement récent intéressant de la campagne des femmes musulmanes grenobloise éclaire cette question d'un nouveau jour. Face au blocage de la mairie et craignant un nouvel été privée de piscines, les femmes musulmanes ont travaillé fin 2020 avec le collectif féministe "**Nous toutes 38**" pour inscrire leur combat dans une perspective plus large. Ensemble, elles réclament que la longueur du maillot ne soit plus un critère de règlement, ce qui permettrait l'autorisation pour celles qui le souhaitent de se baigner poitrine nue, comme les hommes, autant que le droit de porter un maillot à manches longues. Leur slogan commun : « **Mon corps, mon maillot, mon choix** ». La demande devient dès lors moins celle d'un groupe de femmes musulmanes et plus largement celles de femmes qui refusent la tendance millénaire des institutions à légiférer sur la taille des vêtements qu'elles

sont en droit de porter. Reste à voir si et comment les institutions entendront cette demande, la mairie n'ayant pas accordé de rendez-vous au collectif à l'heure de la rédaction de cette note.

Le 31 mars 2021, le Sénat a apporté sa réponse par le vote d'un amendement facilitant l'interdiction du burkini dans les piscines publiques au motif que "le règlement intérieur des piscines et espaces de baignade publique doit garantir le respect des principes de neutralité des services publics et de laïcité".

L'idée est de "ne pas laisser les maires seuls face à une forte pression communautaire. (...) De petites compromissions en grands renoncements », il y a un risque de voir progressivement céder les digues au gré de spécificités sociologiques et politiques des territoires ».

Cette adoption intervient alors que se discute le projet de loi confortant le respect des principes de la République.

Décryptage

Dans ces conditions, le mouvement des femmes musulmanes peut-il être apparenté au modèle processuel de l'empowerment collectif citoyen tel que défini par Fayn (2019) à savoir communautaire, collaboratif-productif, et sociétal[5] ? Réponse, il s'y apparente partiellement. Le fait de ne pas appliquer tous les stades d'empowerment ne signifie pas une absence d'empowerment.

Au départ, le mouvement n'est pas porté par une communauté de citoyens (objet de l'étude de selpower-community) mais par un collectif de femmes qui met en avant son appartenance

religieuse. Il vise, à l'origine, à obtenir une égalité de traitement (l'accès aux piscines) pour ce groupe puis pour les femmes. Mais, le fait d'obtenir un droit, une autorisation spécifique pour une certaine catégorie de personnes sert-il la cause supérieure du mieux vivre ensemble dans un **monde plus juste, solidaire et citoyennement négocié ? Qui est légitime pour renseigner cette question ?**

Quant aux différents niveaux d'empowerment, ils se retrouvent dans la mobilisation du collectif.

La dimension communautaire : confrontée à un même obstacle, les femmes musulmanes se regroupent, affirment leur singularité, se soutiennent et décident de s'engager pour défendre un accès à la piscine publique en étant revêtues d'un maillot manches longues ou seins nus pour les femmes qui le souhaitent.

La dimension collaborative se retrouve également puisque les femmes musulmanes s'organisent, acquièrent les connaissances sur les questions liées à l'hygiène dans la piscine et se concertent pour mener des actions (pétitions, rencontres avec les élus, relations avec d'autres associations...) et pour occuper deux piscines grenobloises générant une couverture médiatique.

La dimension productive qui correspond à la recherche et à la mise en œuvre de solutions et implique une logistique et des investissements importants, n'est pas exprimée puisque le collectif n'a pas déployé d'alternative.

Quant à la **dimension sociétale**, celle-ci est acquise puisque, volontairement ou involontairement, l'occupation des piscines a placé le débat sur la place publique conduisant chacun à s'interroger sur le respect de l'égalité, le respect des différences, la laïcité dans les lieux publics, l'identité individuelle et collective, l'intégration, l'acculturation...

Comment concilier le principe d'égalité de condition et les

revendications fondées sur la prise en compte des diversités et du pluralisme culturel ? Peut-on faire appel à l'empowerment pour résoudre cette question ? Peut-être...

Il faudrait alors que les usagers des piscines quelles que soient leur religion, leurs opinions, se saisissent de cette question, interrogent les représentations du féminisme et les codes qui régissent les organisations sociales, expriment leur vision de l'égalité et de la différence, développent des techniques de médiation pour faire communauté au-delà des clivages et imaginent ensemble un modus vivendi harmonieux, acceptable et respecté par toutes et tous et que la loi pourrait alors reprendre.

Marie-Georges Fayn

Fiche de présentation : ALLIANCE CITOYENNE



Grande cause défendue En lutte contre les injustices sociales et contre un service public maltraitant, l'association organise le pouvoir citoyen pour construire par la non-violence, une société plus juste et démocratique.

Date de création : décembre 2012

Adresse : <https://alliancecitoyenne.org/>

Personne à contacter : Adrien Roux, directeur

Contact : adrien.roux@alliancecitoyenne.org

Particularité : L'Alliance citoyenne utilise le conflit et le rapport de force comme média d'interpellation auprès des décideurs pour qu'ils entendent les revendications de celles

et ceux qui ont rarement la parole.

Missions : Porter la parole d'une citoyenneté collective « tout terrain » en prise avec les difficultés du quotidien des habitants : travail, logement, école, transports, espace public...

Nombre de membres de l'association grenobloise : 5 250 personnes

Nombre total de membres de toutes les alliances citoyennes

L'Alliance citoyenne est membre de l'ONG [Association of Community Organizations for Reform Now](#)

Les collectifs constitués autour d'un même combat veillent à leur indépendance. Ainsi, l'Alliance citoyenne ne reçoit aucune subvention publique, elle est uniquement financée par les cotisations de ses membres.

[1] Référent de la gauche radicale, et fondateur de la première école de Chicago, il étudie les environnements urbains, terreaux de désorganisations sociales et de désordres économiques et creusets de délinquance.

[2] Hirschman, A. O. (1970). *Exit, voice, and loyalty: Responses to decline in firms, organizations, and states*. Harvard university press.

[3] Freire (1974) définit l'empowement comme un *processus de conscientisation permettant aux opprimés, de se mobiliser, de défendre leurs droits voire de transformer la société par la pratique émancipatrice de l'éducation*

[4] A l'inverse de ce que font les autres communautés présentées sur [selfpower-community](#) ([Energie partagée](#), [Mascoop](#), [Gefelepots](#), [Affiche la couleur](#), [Tourisme participatif...](#))

[5] « Mieux comprendre l'empowerment collectif citoyen et mettre en lumière ses multiples déclinaisons dans la santé, l'éducation, le féminisme, le développement durable, le tourisme... .. » Telle est l'ambition du site selfpower-community.com. Définition de l'empowerment collectif retenue *“Emancipateur par essence, l'empowerment collectif caractérise un processus d'expansion des connaissances, des compétences, de la puissance d'agir, de créer et du pouvoir d'influence d'une communauté de citoyens. Ce déploiement suit une trajectoire dynamique qui comprend plusieurs dimensions : communautaire, collaborative, productive, sociétale.”*